

Questions orales

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, c'est précisément le but d'une formule de moyenne que d'essayer de tenir compte des diverses années et des diverses expériences financières.

* * *

RADIO-CANADA

LE RAPPORT DES EXPERTS-CONSEILS AU SUJET DES
RELATIONS AVEC LES STATIONS AFFILIÉES—DEMANDE DE
RENVOI DE L'AFFAIRE AU COMITÉ

M. Jean-R. Roy (Timmins): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État. Maintenant que le groupe d'experts-conseils a terminé son rapport sur Radio-Canada et ses rapports avec les stations qui lui sont affiliées, le ministre voudra-t-il s'assurer que ce rapport sera mis à la disposition de la Chambre et que le comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts sera chargé de l'étudier et de faire des recommandations, afin que les députés puissent participer tant soit peu à l'élaboration de la politique générale concernant les stations affiliées et l'énorme budget de Radio-Canada?

Des voix: Bravo!

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je dois voir où en est le rapport. Toutefois, cela n'empêche certainement pas le député ni les autres membres du comité de la radiodiffusion de discuter avec le président de la Société la politique relative à ses stations affiliées. Je sais que Radio-Canada discuterait bien volontiers de cette question.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

ARGENTINE—LA SÉCURITÉ DES CANADIENS EN RAISON DU
COUP D'ÉTAT MILITAIRE

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux affaires extérieures. Étant donné le coup d'État militaire qui vient de se produire en Argentine, le ministre peut-il dire à la Chambre si l'ambassade canadienne l'a assuré de la sécurité des Canadiens qui se trouvent dans ce pays et des biens que les Canadiens y possèdent?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur. Nous avons reçu hier un rapport de notre ambassadeur portant que tout est normal à notre chancellerie et qu'on n'a fait état d'aucun danger pour les citoyens du Canada ou les biens des Canadiens.

ARGENTINE—LA QUESTION DE LA RECONNAISSANCE DU
NOUVEAU GOUVERNEMENT—LA VENTE D'UN RÉACTEUR
NUCLÉAIRE

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Le ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement est en voie de reconnaître officiellement le gouvernement militaire qui détient présentement le pouvoir en Argentine? D'autre part, étant donné les dangers évidents que présente la

[M. Saltsman.]

situation politique instable, le gouvernement désire-t-il encore conclure la vente à ce pays d'un réacteur CANDU?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, l'ambassade de l'Argentine a communiqué avec nous pour nous informer que ce pays avait maintenant un nouveau gouvernement. Les autorités argentines songeaient évidemment à la question de la reconnaissance par le Canada. Nous n'avons pas encore déclaré notre reconnaissance, ce que nous ferons lorsque les critères habituels seront présents. Quant à la vente d'un réacteur qui fait l'objet d'une entente intergouvernementale, cette dernière engage les parties même s'il se produit un changement de gouvernement.

Des voix: Oh, oh!

CUBA—L'OPPORTUNITÉ D'UNE DEMANDE DE RETRAIT DES
MILITAIRES ACTUELLEMENT EN AFRIQUE

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre. Les conversations sont rompues en Rhodésie, le secrétaire d'État Henry Kissinger a déclaré que les États-Unis ne sauraient accepter de nouveaux actes d'agression en Afrique, les forces soviétiques et cubaines prennent de plus en plus pied au Mozambique, ce qui pourrait provoquer le déclenchement d'un conflit généralisé en Rhodésie et dans d'autres pays d'Afrique. Devant ces faits, le premier ministre exprimera-t-il au premier ministre Castro de Cuba l'inquiétude des Canadiens au sujet de la participation prolongée de ses 12,000 militaires dans les conflits africains et demandera-t-il que ceux-ci soient ramenés à Cuba dans l'intérêt de la paix mondiale?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai aucune hésitation à répéter publiquement encore une fois que nous sommes opposés à toute intervention armée d'origine extérieure sur le continent africain; et cela s'applique à Cuba comme à n'importe quel autre pays.

M. Crouse: Je comprends le sentiment d'inquiétude qui anime le premier ministre. Ce sentiment est partagé par tous les Canadiens, si j'en crois la correspondance que mon parti et moi-même recevons à ce propos. Je voudrais seulement lui demander pour le moment s'il envisage de faire part de son point de vue au premier ministre Castro et lui demander, au nom de la paix dans le monde, de retirer ses troupes d'Afrique pour mettre fin à la menace permanente d'agression qui pèse dans cette partie du monde.

Des voix: Oh, oh!

M. Crouse: Certains députés semblent être d'accord avec ce genre d'intervention dans le monde. Je voudrais savoir si le premier ministre compte donner suite à cette demande.

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, le député sait que j'ai saisi le premier ministre Castro de cette question il y a quelques mois. Je prends note de la suggestion du député, mais je crois qu'il me surestime s'il pense que je peux amener le premier ministre Castro à changer d'idée simplement en lui envoyant un message alors que je n'ai pu le faire en lui parlant personnellement.